

Chants des Imbonerakure : le pouvoir burundais ne nie pas mais il minimise

RFI, 20-04-2017 Burundi : l'ONU s'inquiète des slogans et des appels à la haine et à la violence Le Haut-commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme dénonce les appels à la haine et la violence pratiqués lors de rassemblements dans plusieurs provinces du Burundi. D'après le HCDH, les Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD, mais également des responsables du parti au pouvoir ou de l'administration ont tenu de tels propos.

Le Haut-commissariat pour les droits de l'homme (HCDH) parle d'une campagne de terreur. Sous les yeux des autorités, des centaines d'Imbonerakure auraient plusieurs fois chanté des slogans appelant à mettre enceinte des femmes de l'opposition et à tuer les opposants. Le gouverneur de Makamba ou encore le président du Sénat lui-même auraient aussi incité à la haine. Scott Campbell, responsable de l'Afrique centrale au HCDH, ne cache pas son inquiétude. « Ces mots sont horribles et nous trouvons cela extrêmement inquiétant, surtout dans une région qui a connu trop d'atrocités massives, commente-t-il. Ça tire la sonnette d'alarme. C'est aujourd'hui qu'il faut mettre fin à l'impunité, le pays risque de descendre dans un cycle de violence encore pire. » Début avril, le CNDD-FDD le parti au pouvoir, avait condamné certains slogans. Mais le Haut-commissariat affirme que cette campagne se poursuit en toute impunité. Gaston Sindwimo, premier vice-président, ne nie pas mais il minimise. « C'est très dommage. Nous condamnons. Néanmoins, dans le temps, moi-même j'appartenais à des groupes qui chantaient, pareil, mais sans incidents. C'est une façon d'animer le groupe, parce que nous sommes dans un contexte politique et nous avons ce genre de propos portés plus hauts. Compte tenu de la culture burundaise, nous devons aller doucement vers le changement de mentalité. » Selon lui, le changement de mentalité passe par l'éducation et non la répression des auteurs. Il ajoute que le HCDH n'a pas de preuve que ces propos aient entraîné des violences. En tout cas, les Burundais continuent à fuir le pays. Ils sont désormais plus de 400 000 selon un décompte du HCDH. Et le HCDH affirme que ses allégations sont corroborées par les milliers de Burundais qui ont fui le pays.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});